

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00053

Numéro SIREN : 456 500 537

Nom ou dénomination : DALKIA

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2023 sous le numéro de dépôt 14393



Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole

ETATS FINANCIERS DALKIA SA

DU 31 12 2022

le 14/06/23.

Certifié conforme

1- BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2022

2- COMPTES DE RESULTATS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2022

3- ANNEXE COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2022

4- TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2022

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2022	Montant net 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	332 730	212 729	120 001	120 846
Fonds commercial	20 060	14 996	5 064	5 278
Autres immobilisations incorporelles	41 612		41 612	38 385
Immobilisations corporelles				
Terrains	387		387	387
Constructions	19 882	14 395	5 487	1 577
Autres Installations techniques	926 056	473 150	452 906	446 180
Autres Immobilisations corporelles	39 550	20 265	19 285	19 759
Immobilisations corporelles en cours	55 180		55 180	47 741
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	478 822	165 563	313 259	315 384
Créances rattachées à des participations	749 346	50 497	698 849	675 358
Autres titres immobilisés	2 041	165	1 876	2 143
Prêts	813		813	914
Autres	5 349		5 349	2 672
Total I	2 671 828	951 760	1 720 068	1 676 624
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	72 414	14	72 400	41 561
En-cours de production	176 902		176 902	138 563
Marchandises	4 959		4 959	4 759
Avances et acomptes versés sur commandes	2 787		2 787	2 492
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	1 076 668	5 570	1 071 098	792 743
Autres créances	1 481 345	182 518	1 298 827	1 219 200
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 588		15 588	6 425
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	32 602		32 602	36 649
Total II	2 863 265	188 102	2 675 163	2 242 392
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)	1 983		1 983	3 567
Total général (I + II + III + IV)	5 537 076	1 139 862	4 397 214	3 922 583

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2022

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/22	31/12/21
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	37 782	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	0	-128 918
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-116 623	59 374
Situation nette	214 718	354 271
Subventions d'investissements	96 696	83 939
Provisions réglementées	40 737	46 230
Total I	352 151	484 440
Avances conditionnées	75	75
Total II	75	75
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	73 264	77 145
Provision pour charges	101 162	87 880
Total III	174 426	165 025
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 155	27 233
Emprunts et dettes financières diverses	2 229 066	1 942 283
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	40 088	17 079
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	780 567	713 618
Dettes fiscales et sociales	397 263	331 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 948	30 366
Autres dettes	174 589	80 276
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	182 799	127 021
Total IV	3 865 475	3 269 277
Ecart de conversion passif V	5 087	3 766
Total général (I + II + III + IV + V)	4 397 214	3 922 583

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	51	13
Produits de services	3 276 635	2 469 928
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	3 276 686	2 469 941
Production stockée	38 339	37 170
Production immobilisée	7 917	8 510
Subvention d'exploitation	4 838	2 488
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	23 170	32 376
Autres produits	137 448	191 380
Sous-total B	211 712	271 924
Total I (A + B)	3 488 398	2 741 865
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 325 876	923 113
Variation des stocks	-28 991	-18 968
Autres achats et charges externes	1 456 292	1 162 756
Impôts, taxes et versements assimilés	34 850	33 974
Salaires et traitements	471 040	443 140
Charges sociales	199 392	190 786
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	82 810	78 789
Sur actif circulant : (provisions)	715	257
Pour risques et charges : (provisions)	15 592	23 990
Autres charges	27 187	21 265
Total II	3 584 763	2 859 102
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-96 365	-117 237
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	57 479	42 869
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	1 496	1 686
Produits financiers		
Produits financiers de participation	44 433	47 152
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	53 054	50 863
Autres intérêts et produits assimilés	5 694	3 640
Reprises sur provisions et transferts de charges	19 040	24 833
Différences positives de change	95	99
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	122 316	126 587
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	124 572	26 015
Intérêts et charges assimilées	56 442	33 096
Différences négatives de change	439	100
Total VI	181 453	59 211
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-59 137	67 376
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-99 519	-8 678
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	4 163	2 558
Sur opérations en capital	7 541	128 979
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 017	36 687
Total VII	31 721	168 224
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 355	13 772
Sur opérations en capital	27 944	62 893
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 504	23 546
Total VIII	48 803	100 211
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-17 082	68 013
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	22	-39
Total des produits (I + III + V + VII)	3 699 914	3 079 545
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 816 537	3 020 171
RESULTAT	-116 623	59 374

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 15 février 2023 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2022 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **4 397 213 904 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 116 622 963 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.
L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2022

Dans le prolongement du 4^{ème} trimestre 2021, l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix des énergies entraînant une croissance du chiffre d'affaires et parallèlement une forte hausse des achats d'énergies.

Ces hausses de prix des énergies ont débuté en septembre 2021 puis se sont accélérées après l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022. Les approvisionnements de gaz russe ont été réduits de plus de 80 % cette année, entraînant une crise sans précédent sur les prix de gros des énergies comme le Gaz et l'Electricité.

Cette augmentation du prix du gaz a entraîné une nouvelle dégradation du BFR en fin d'année 2022, faisant suite à celle déjà constatée à fin 2021 (hausse des créances chaleur).

Par ailleurs, la charge financière s'est accrue du fait, d'une part de l'augmentation des taux d'intérêts et d'autre part, de la dégradation de l'endettement financier, principalement due à celle du BFR Gaz.

La forte hausse du prix du gaz a provoqué le « déclenchement » du mécanisme de plafonnement de cette composante dans la formule du calcul du prix de vente de l'électricité produite entraînant un déséquilibre économique conduisant à une production à perte dans les premiers jours de mars. Les représentants de la profession ont obtenu de l'Etat la possibilité de mettre fin de manière dérogatoire à l'hiver tarifaire et donc d'arrêter les installations, générant un manque à gagner pour l'entreprise.

Pour soutenir la production électrique française, Dalkia a eu une activité de production de chaleur / électrique grâce à un certain nombre d'installations de cogénérations qui ont fonctionné sur le marché libre.

Le gouvernement a instauré depuis l'été 2022, une CRIM (Contribution de la Rente Infra-Marginale de production d'électricité) qui vient plafonner la marge réalisée sur la vente d'électricité. Cette contribution a été estimée à 9,2 M€ sur l'exercice.

Le décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 relatif à l'aide en faveur de l'habitat collectif résidentiel face à l'augmentation du prix du gaz naturel (ci-après « aide bouclier tarifaire ») a instauré une mesure d'aide au bénéfice de certaines personnes physiques, destinée à limiter les conséquences de l'augmentation des prix du gaz naturel sur leur facture de chauffage et d'eau chaude sanitaire, pour la période du 1er novembre 2021 au 30 juin 2022. L'aide bouclier tarifaire est versée par l'intermédiaire des entreprises fournissant du gaz naturel titulaires de l'autorisation de fourniture prévue à l'énergie, des exploitants des installations de chauffage collectif ou des gestionnaires de réseaux de chaleur urbains.

Ces entreprises présentent une demande, pour le compte et au bénéfice des personnes physiques et doivent reverser les sommes perçues, au titre et pour le bénéfice de ces mêmes personnes physiques, à leurs clients visés aux articles 2 et 10 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022, au plus tard 30 jours après les avoirs reçus.

Dans le cadre de cette mesure, Dalkia a demandé à l'ASP pour ses clients un montant de 121 396 k€ qui a été rétrocédé sous forme d'avoirs aux clients venant en déduction des factures de consommation d'énergies.

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession, fusion de sociétés.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport en capital dans 2 sociétés pour permettre le financement de sociétés aux Emirats Arabes Unis ;
- Cession de notre filiale en Russie ;
- Fusion de notre filiale Dalkia Biogaz Belgique ;
- Liquidation d'une de nos filiales sans activité au Royaume-Uni (DK Energy UK) ;
- TUP de filiales Chalon Energies, SVD 67, Cenevia ;
- Création de 10 sociétés en France pour porter de nouveaux contrats.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit (Milliers d'euros) :

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	362.733	31.678 (1)		10	394.401
Imm. Corporelles	980.899	133.273 (2)		73.116	1.041.056
Imm. Financières	1.216.307	142.060 (3)		121.996 (3)	1.236.371
Total	2.559.939	307.011		195.122	2.671.828

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients.
- (3) La variation de l'année 2022 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 108,5 millions d'euros, l'apport en capital à deux filiales pour 23,5 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 92,2 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de cession d'un montant de 24,6 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables – c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession – font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	189.421	29.540	-	218.961
Immo. corporelles	464.690	53.270	11.097	506.863
Total	654.111	82.810	11.097	725.824

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire

habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations ; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2022 s'élève à 262 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'« économie d'énergie » conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2022 s'élève à 68.234 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF

2.1. Capital social

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• Du 31/12/2021 au 31/12/2022

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital	(1),(2)	130.257	12.139	104.614	37.782
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(2)	(128.918)		(128.918)	-
Résultat de l'exercice	(2)	59.374	(116.623)	59.374	(116.623)
Subventions d'invest. nettes	(3)	83.939	12.982	225	96.696
Provisions réglementées	(4)	46.230		5.493	40.737
Total		484.441	(91.502)	40.788	352.151

(1) Affectation d'un boni de fusion en capitaux propres**(2) Selon l'affectation de résultat 2021 et distribution du dividende :**

Les diminutions du poste justifient la distribution d'un montant de 35.070 K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 12.982 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 18.111 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 5.129 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire**2.3. Provisions**

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	46.230		5.493		40.737
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	46.230	-	5.493		40.737
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénérations (i)	1.497	596	-		2.093
- Sinistres (ii)	23.241	8.231	6.368		25.104
- Litiges et divers (iii)-(iv)	52.407	13.167	13.007	6.500	46.067
Total provisions pour risques	77.145	21.994	19.375	6.500	73.264
Provisions pour charges :					
- Dettes fiscales latentes	1.165	261			1.426
- Garantie totale(v)	15.623	5.250	3.090		17.783
- PRCI (vi)	71.091	10.862			81.953
Total provisions pour charges	87.879	16.373	3.090		101.162
TOTAL II	165.024	38.367	22.465	6.500	174.426
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	8.803		39		8.764
Immobilisations corporelles	564	443	62		945
Immobilisations financières	219.837	10.720	14.331		216.226
Stocks	2.009	-	1.995		14
Clients	5.176	715	321		5.570
Autres créances	80.457	104.351	2.290		182.518
TOTAL III	316.846	116.229	19.038		414.037
TOTAL GENERAL	528.100	154.596	46.996	6.500	629.200
Dotations et reprises					
- d'exploitation		16.306	7.707	6.500	
- financières		124.572	19.040		
- exceptionnelles		10.504	20.017	-	
Restructuration					
- Fusion / Tup		3.214	232		

2.3.1 Provisions pour risques et charges

(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	2.302
Autres immobilisations financières	28
Créances clients et comptes rattachés	646.349
Autres créances	42.335
Total	691.014
Charges à payer	
Emprunts et dettes financières divers	15.543
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	593.316
Dettes fiscales et sociales	170.107
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	18.708
Autres dettes	116.906
Total	914.580

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	749.346	100.264	649.082
Prêts	813	33	780
Autres immobilisations financières	5.349	-	5.349
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	2.787	2.787	
Créances clients et comptes rattachés	1.076.668	1.076.668	
Autres créances	1.481.345	1.481.345	
Sous-total	3.316.308	2.661.097	655.211
Charges constatées d'avance	32.602	32.299	303
Total des créances	3.348.910	2.693.396	655.514

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	28.155	21.796	2.129	4.230
Emprunts et dettes financières diverses	2.229.066	297.928	1.112.680	818.458
Avances et acomptes reçus sur commandes	40.088	40.088		
Fournisseurs et comptes rattachés	780.567	780.567		
Autres dettes	604.800	604.800		
Sous-total	3.682.676	1.745.179	1.114.809	822.688
Produits constatés d'avance	182.799	141.154	33.410	8.235
Total des dettes	3.865.475	1.886.333	1.148.219	830.923

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités**

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2022 - K€	31 12 2021 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	2 563 828	1 825 830	737 998
Ventes Travaux	582 875	521 036	61 839
Autres activités	129 983	123 075	6 908
Chiffres d'affaires Nets	3 276 686	2 469 941	806 745

Le chiffre d'affaires de la société est réalisé pour 99,9 % en France.

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2022
Charges exceptionnelles sur filiales cédées, liquidées et fusionnées	27.606
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	8.553
Provisions sur sinistres	8.231
Protocoles conclus en région Grand Est	850
Autres charges exceptionnelles	3.564
Total	48.804
Nature des produits	
Produits exceptionnels sur filiales cédées, liquidées et fusionnées	2.281
Reprise provisions pour garantie de passif	6.500
Reprise provisions sinistres	6.368
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	4.929
Indemnités perçues en région Grand Est	2.162
Autres produits exceptionnels	3.989
Total	31.722
Résultat exceptionnel (perte)	- 17.082

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2022			2021
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(99.519)	(351)	(99.870)	(8.678)
Résultat exceptionnel	(17.082)	-	(17.082)	68.013
Participation des salariés	-	-	-	-
Crédits d'impôt	-	329	329	39
Total	(116.601)	(22)	(116.623)	59.374

C – AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)

	2022	2021
Engagements donnés		
Garantie solidaire	730.647	314.749
Engagements retraite (1)	159.773	193.357
Paielements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	151.891	158.507
Avals et cautions donnés	129.248	121.461
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	225.057	150.353
Cautions de contre garantie	280.220	216.499
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	16.000	26.800
Paielements minimaux futurs sur contrats location financement	0	11
Autres	60.701	50.328
Total	1.753.537	1.232.065
Engagements reçus		
Lignes de crédit	250.000	150.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	6.250	19.828
Avals et cautions reçus des fournisseurs	15.289	21.520
Quotas de CO2 (2)	1.020	5.013
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	274 567	198.369

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 1,6 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2021-2025 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWh. Les quotas d'émission alloués au titre de 2022 se sont élevés à 11 846 tonnes.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques**2.1 Obligation de renouvellement**

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO2

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
90 512	136 919	53 833

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2022	2021
Valeur d'origine	211	3.507
Amortissements	207	3.489
Valeur résiduelle	4	18
Redevances versées	312	4.520
Redevances restant dues	0	11
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	0	
de 1 à moins de 5 ans	0	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2023 de 3.444 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2022

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2022	5.480		
Ecart de conversion Passif	5.087		
Différences temporaires sur Quote part filiales	2.770		
Total des charges déductibles sur 2022	13.337	25.82%	3.444

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Ventilation de l'effectif moyen

	2022	2021
Cadres	2.464	2.371
Agents de maîtrise	7.164	7.093
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	50	40
Ouvriers	488	536
Total	10.166	10.040

6. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.536 milliers d'euros pour l'exercice 2022.

7. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

8. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2022

En K EUROS — Société	Capital	Capital propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions garanties par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
				Brute	Nette						
I. ENERGIE THERMIQUE											
CRAM	LE HAVRE	1 428	8 153	100%	33 632	33 632	0	0	189 637	155	2 500
RESONOR	SANT ANDRE	666	4 107	100%	16 342	0	27 490	0	35 345	1 174	0
PERIN FRERES	SANT ANDRE	2 825	971	100%	14 856	6 896	0	0	4 459	628	0
CYEL	COURBEVOIE	10 538	-22 994	100%	10 537	0	13 183	6 296	4	11	0
CE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	5 000	39 536	42%	9 228	9 228	2	0	102 250	4 306	0 CLOTURE 30 DE
ELM	LYON	13 950	32 320	55%	7 673	7 673	0	0	73 396	-5 958	0
SA DESCHAMPS LATHUS	CHASSENEUIL DU	38	1 367	100%	7 585	7 585	0	0	10 719	36	3 575
SONTHERM	N/A	12 240	-20 203	52%	6 398	6 256	4 048	3 460	427	24 654	0
SARCELLES ENERGIE (ex SVD 10)	COURBEVOIE	40	-1 182	100%	5 848	0	0	0	22 001	2 622	0
R ENERGIE	SANT ANDRE	5 337	8 032	100%	5 337	0	17 458	7 029	22 094	1 794	0
CREIL ENERGIE	SANT ANDRE	3 837	-3 609	100%	3 837	0	3 790	6 280	21 569	708	0
SOMUSSY	QUYAN COURT	825	809	100%	3 257	1 629	0	0	4 616	722	438
SOGETHA	GAP	220	200	100%	3 200	3 200	1 520	0	13 932	-222	296
ES BOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	8 001	10 476	49%	2 941	2 941	0	0	16 364	1 485	0
SDCL	TOURS	240	243	100%	2 758	0	22 308	0	25 777	942	0
SOMEC	COURBEVOIE	153	-11 726	100%	2 620	0	18 098	0	11 325	-2 101	0
ES SERVICES	STRASBOURG	2 868	1 688	50%	2 326	2 326	0	0	62 432	2 811	0
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	5 216	30%	2 273	2 273	0	0	8 717	462	263
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					28 623	17 085	1 014 228	664 971		18 098	
II. ENERGIE ELECTRIQUE											
COGESTAR 2	SANT ANDRE	30	6 000	51%	25 812	25 812	17 173	0	247 004	2 593	1 756
LAVERA ENERGES	LYON	38	17 827	100%	11 214	11 214	0	38 767	216 926	16 942	0
COGESTAR	SANT ANDRE	74	10 441	30%	8 313	8 313	0	0	113 755	7 434	1 060
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	344	100%	5 138	1 536	0	0	1 021	249	95
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	2 272	99%	3 653	1 853	1 800	1 990	11 036	2 271	1 746
DALHA BIOGAZ		2 115	-33 557	100%	3 214	0	58 740	0	10 194	-9 159	0
DALHA ATLANTIQUE SERVICE	TOURS	1 500	-732	100%	3 135	0	0	0	3 345	16	0
COGERI	PULNOY	38	1 412	100%	2 255	2 255	980	3 724	14 399	1 412	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					359	335	5 421	4 466		1 375	
III. ACTIVITES ANNEXES											
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	-3 014	100%	12 500	12 500	0	0	8 324	599	0
GESPACE FRANCE	SANT ANDRE	387	-14 829	100%	8 378	0	7 436	9 374	7 165	-3 696	0
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	423	100%	3 020	3 020	0	0	800	297	0
E2S	LYON	2 784	2 208	100%	2 689	2 689	0	0	41 721	1 839	1 653
Dalkia EN	SANT ANDRE	1 103	4 832	100%	2 608	2 608	22 536	0	82 307	3 216	1 614
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 239	100%	2 439	5	2 865	0	0	-3	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 052	4 277	5 061	780		3 046	
IV. FILIALES DE SPECIALITE											
DALHA FROID SOLUTIONS	VERRIERES EN AN	330	5 227	100%	20 601	20 601	27 186	0	211 252	1 179	2 957
DALHA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-68 586	100%	15 065	0	72 467	14 300	65 785	-36 246	0
DALHA AIR SOLUTION	MONTPELLIER	1 700	800	100%	5 320	5 320	2 611	0	24 842	420	0
VI. INTERNATIONAL											
OK ENERGY POLSKA	POLODNE	22 154	41 940	100%	71 798	19 298	22 028	0	14 314	-1 824	0
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	117 335	-37 997	50%	58 771	58 771	39 398	0	0	4 801	0
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	1 255	49%	4 319	4 319	0	0	8 745	87	147
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					2 404	1 329	5 834	0		502	
VII. DIVERS											
DALHAMIDDLE EAST HOLDING		23 000	-409	100%	23 000	23 000	0	0	0	-409	0
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SANT ANDRE	4 431	-20 253	100%	4 976	0	14 274	0	0	982	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 559	5 356	78 196	0		325	
TOTAL					480 853	315 135					

		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcenta ge	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions, gara nties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations										
					Brute	Nette																
En KEUROS — Société																						
I - ENERGIE THERMIQUE																						
CRAM	LE HAVRE	1 428	8 153	100%	33 632	33 632	0	0	189 839	155	2 500											
RESONOR	SAINT ANDRE	666	4 107	100%	16 342	0	27 493	0	35 345	1 174	0											
PERIN FRERES	SAINT ANDRE	2 825	971	100%	14 856	6 896	0	0	4 459	628	0											
CYEL	COURBEVOIE	10 538	-22 994	100%	10 537	0	13 183	6 296	-6	11	0											
CIE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE CCI	GRENOBLE	5 000	39 538	42%	9 228	9 228	2	0	102 250	4 308	0	CLOTURE 30-06										
ELM	LYON	13 950	32 320	55%	7 673	7 673	0	0	73 396	-5 958	0											
SA DESCHAMPS LATHUS	CHASSENEUIL-DU-P	38	1 367	100%	7 585	7 585	0	0	10 719	38	3 575											
SONTHERM	Nice	12 240	-20 203	52%	6 398	6 256	4 048	3 460	427	24 854	0											
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	-1 182	100%	5 848	0	0	0	22 001	2 622	0											
R ENERGIE	SAINT ANDRE	5 337	6 032	100%	5 337	0	17 456	7 029	22 094	1 794	0											
CREIL ENERGIE	SAINT ANDRE	3 837	-3 609	100%	3 837	0	3 790	6 280	21 569	706	0											
SOMUSSY	GUYANCOURT	825	809	100%	3 257	1 629	0	0	4 616	722	438											
SOGETHA	GAP	220	200	100%	3 200	3 200	1 520	0	13 932	-222	296											
E S BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	10 474	49%	2 941	2 941	0	0	16 384	1 482	0											
SOCL	TOURS	240	243	100%	2 758	0	22 306	0	25 777	942	0											
SOMECH	COURBEVOIE	153	-11 726	100%	2 620	0	18 098	0	11 325	-2 101	0											
ES SERVICES	STRASBOURG	2 868	1 688	50%	2 326	2 326	0	0	62 432	2 811	0											
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	5 216	30%	2 273	2 273	0	0	8 717	462	263											
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					28 623	17 085	1 014 228	664 971			18 098											
II - ENERGIE ELECTRIQUE																						
COGESTAR 3	SAINT ANDRE	30	6 060	51%	25 812	25 812	17 173	0	247 004	2 593	1 756											
LAVERA ENERGIES	LYON	38	17 827	100%	11 214	11 214	0	38 707	216 926	16 942	0											
COGESTAR	SAINT ANDRE	74	10 441	30%	8 313	8 313	0	0	113 755	7 434	1 660											
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	344	100%	5 138	1 536	0	0	1 021	249	95											
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	2 272	99%	3 653	1 853	1 860	1 990	11 036	2 271	1 746											
DALKIA BIOGAZ		2 115	-33 557	100%	3 214	0	58 740	0	10 194	-9 159	0											
DALKIA ATLANTIQUE SERVICE	TOURS	1 500	-732	100%	3 135	0	0	0	3 345	16	0											
COGERI	PULNOY	38	1 412	100%	2 255	2 255	980	3 724	14 396	1 412	0											
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					359	335	5 421	4 466			1 375											
III - ACTIVITES ANNEXES																						
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	-3 014	100%	12 500	12 500	0	0	8 324	599	0											
GESPACE FRANCE	SAINT ANDRE	397	-14 829	100%	8 378	0	7 436	9 374	7 165	-3 696	0											
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	423	100%	3 020	3 020	0	0	800	297	0											
EZS	LYON	2 784	2 208	100%	2 689	2 689	0	0	41 721	1 839	1 653											
Dalkia EN	SAINT ANDRE	1 103	4 832	100%	2 608	2 608	22 536	0	82 307	3 216	1 614											
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 239	100%	2 439	5	2 865	0	0	-3	0											
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 052	4 277	5 061	780			3 046											
IV - FILIALES DE SPECIALITE																						
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRIERES-EN-AU	335	5 227	100%	20 601	20 601	27 188	0	211 282	1 179	2 957											
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 960	-68 586	100%	15 065	0	72 467	14 300	65 785	-36 246	0											
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELIER	1 700	800	100%	5 320	5 320	2 611	0	24 842	420	0											
VI - INTERNATIONAL																						
DK ENERGY POLSKA	POLOGNE	22 154	41 940	100%	71 798	19 298	22 028	0	14 314	-1 824	0											
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	117 335	-37 997	50%	58 771	58 771	39 398	0	0	4 801	0											
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	1 255	49%	4 319	4 319	0	0	8 745	87	147											
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					2 404	1 329	5 834	0			502											
VII - DIVERS																						
DALKIA MIDDLE EAST HOLDING		23 000	-409	100%	23 000	23 000	0	0	0	-409	0											
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SAINT ANDRE	4 431	-20 253	100%	4 976	0	14 274	0	0	982	0											
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 559	5 356	78 196	0			325											
TOTALS					480 863	316 135																

(1) y compris le résultat de l'exercice



*Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole*

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 30 JUIN 2023

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui s'élève à une perte de 116 622 963,09 euros en totalité au compte Report à nouveau qui passe ainsi de 0 € à (116 622 963,09) €.

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois exercices précédant celui de l'exercice 2022, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	2021	2020	2019
Montant du dividende global distribué aux actionnaires	35 070 070,95 €	- €	- €
Dividende par action distribué aux actionnaires *	2,55 €	- €	- €

*Ce dividende était éligible à l'abattement de 40 %

Cette résolution est mise aux voix :

Votent pour : 13 744 105 voix

Votent contre ou s'abstiennent : 0 voix

Il résulte de ce vote que 13 744 105 voix ayant été obtenues, cette résolution est ADOPTEE.

CERTIFIE CONFORME PAR
La Présidente Directrice Générale



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Dalkia - Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Dalkia - Société Anonyme

37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 Saint-André-lez-Lille

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets indépendants
adhérents de KPMG International Limited,
une société de droit anglais ("private
company limited by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Dalkia - Société Anonyme

37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 Saint-André-lez-Lille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société Dalkia - Société Anonyme,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Dalkia - Société Anonyme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre

connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 1.012.108 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.5 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Dalkia - Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 décembre 2022

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 février 2023

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boris Tellier', written over a horizontal line.

Boris TELLIER

Associé

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2022

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2022	Montant net 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	332 730	212 729	120 001	120 846
Fonds commercial	20 060	14 996	5 064	5 278
Autres immobilisations incorporelles	41 612		41 612	38 385
Immobilisations corporelles				
Terrains	387		387	387
Constructions	19 882	14 395	5 487	1 577
Autres Installations techniques	926 056	473 150	452 906	446 180
Autres Immobilisations corporelles	39 550	20 265	19 285	19 759
Immobilisations corporelles en cours	55 180		55 180	47 741
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	478 822	165 563	313 259	315 384
Créances rattachées à des participations	749 346	50 497	698 849	675 358
Autres titres immobilisés	2 041	165	1 876	2 143
Prêts	813		813	914
Autres	5 349		5 349	2 672
T o t a l I	2 671 828	951 760	1 720 068	1 676 624
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	72 414	14	72 400	41 561
En-cours de production	176 902		176 902	138 563
Marchandises	4 959		4 959	4 759
Avances et acomptes versés sur commandes	2 787		2 787	2 492
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	1 076 668	5 570	1 071 098	792 743
Autres créances	1 481 345	182 518	1 298 827	1 219 200
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 588		15 588	6 425
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	32 602		32 602	36 649
T o t a l II	2 863 265	188 102	2 675 163	2 242 392
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecart de conversion actif (IV)	1 983		1 983	3 567
T o t a l g é n é r a l (I + II + III+IV)	5 537 076	1 139 862	4 397 214	3 922 583

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2022

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/22	31/12/21
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	37 782	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	0	-128 918
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-116 623	59 374
Situation nette	214 718	354 271
Subventions d'investissements	96 696	83 939
Provisions réglementées	40 737	46 230
T o t a l I	352 151	484 440
Avances conditionnées	75	75
T o t a l II	75	75
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	73 264	77 145
Provision pour charges	101 162	87 880
T o t a l III	174 426	165 025
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 155	27 233
Emprunts et dettes financières diverses	2 229 066	1 942 283
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	40 088	17 079
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	780 567	713 618
Dettes fiscales et sociales	397 263	331 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 948	30 366
Autres dettes	174 589	80 276
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	182 799	127 021
T o t a l IV	3 865 475	3 269 277
Ecart de conversion passif V	5 087	3 766
T o t a l g é n é r a l (I + II + III + IV+V)	4 397 214	3 922 583

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/22	31/12/21
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	51	13
Produits de services	3 276 635	2 469 928
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	3 276 686	2 469 941
Production stockée	38 339	37 170
Production immobilisée	7 917	8 510
Subvention d'exploitation	4 838	2 488
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	23 170	32 376
Autres produits	137 448	191 380
Sous-total B	211 712	271 924
T o t a l I (A + B)	3 488 398	2 741 865
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 325 876	923 113
Variation des stocks	-28 991	-18 968
Autres achats et charges externes	1 456 292	1 162 756
Impôts, taxes et versements assimilés	34 850	33 974
Salaires et traitements	471 040	443 140
Charges sociales	199 392	190 786
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	82 810	78 789
Sur actif circulant : (provisions)	715	257
Pour risques et charges : (provisions)	15 592	23 990
Autres charges	27 187	21 265
T o t a l II	3 584 763	2 859 102
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-96 365	-117 237
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	57 479	42 869
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	1 496	1 686
Produits financiers		
Produits financiers de participation	44 433	47 152
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	53 054	50 863
Autres intérêts et produits assimilés	5 694	3 640
Reprises sur provisions et transferts de charges	19 040	24 833
Différences positives de change	95	99
Produits nets sur cessions VMP		
T o t a l V	122 316	126 587
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	124 572	26 015
Intérêts et charges assimilées	56 442	33 096
Différences négatives de change	439	100
T o t a l VI	181 453	59 211
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-59 137	67 376
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-99 519	-8 678
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	4 163	2 558
Sur opérations en capital	7 541	128 979
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 017	36 687
T o t a l VII	31 721	168 224
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 355	13 772
Sur opérations en capital	27 944	62 893
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 504	23 546
T o t a l VIII	48 803	100 211
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-17 082	68 013
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	22	-39
Total des produits (I + III + V + VII)	3 699 914	3 079 545
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 816 537	3 020 171
RESULTAT	-116 623	59 374

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 15 février 2023 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2022 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **4 397 213 904 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 116 622 963 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.
L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2022

Dans le prolongement du 4^{ème} trimestre 2021, l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix des énergies entraînant une croissance du chiffre d'affaires et parallèlement une forte hausse des achats d'énergies.

Ces hausses de prix des énergies ont débuté en septembre 2021 puis se sont accélérées après l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022. Les approvisionnements de gaz russe ont été réduits de plus de 80 % cette année, entraînant une crise sans précédent sur les prix de gros des énergies comme le Gaz et l'Electricité.

Cette augmentation du prix du gaz a entraîné une nouvelle dégradation du BFR en fin d'année 2022, faisant suite à celle déjà constatée à fin 2021 (hausse des créances chaleur).

Par ailleurs, la charge financière s'est accrue du fait, d'une part de l'augmentation des taux d'intérêts et d'autre part, de la dégradation de l'endettement financier, principalement due à celle du BFR Gaz.

La forte hausse du prix du gaz a provoqué le « déclenchement » du mécanisme de plafonnement de cette composante dans la formule du calcul du prix de vente de l'électricité produite entraînant un déséquilibre économique conduisant à une production à perte dans les premiers jours de mars. Les représentants de la profession ont obtenu de l'Etat la possibilité de mettre fin de manière dérogatoire à l'hiver tarifaire et donc d'arrêter les installations, générant un manque à gagner pour l'entreprise.

Pour soutenir la production électrique française, Dalkia a eu une activité de production de chaleur / électrique grâce à un certain nombre d'installations de cogénérations qui ont fonctionné sur le marché libre.

Le gouvernement a instauré depuis l'été 2022, une CRIM (Contribution de la Rente Infra-Marginale de production d'électricité) qui vient plafonner la marge réalisée sur la vente d'électricité. Cette contribution a été estimée à 9,2 M€ sur l'exercice.

Le décret n° 2022-514 du 9 avril 2022 relatif à l'aide en faveur de l'habitat collectif résidentiel face à l'augmentation du prix du gaz naturel (ci-après « aide bouclier tarifaire ») a instauré une mesure d'aide au bénéfice de certaines personnes physiques, destinée à limiter les conséquences de l'augmentation des prix du gaz naturel sur leur facture de chauffage et d'eau chaude sanitaire, pour la période du 1er novembre 2021 au 30 juin 2022. L'aide bouclier tarifaire est versée par l'intermédiaire des entreprises fournissant du gaz naturel titulaires de l'autorisation de fourniture prévue à l'énergie, des exploitants des installations de chauffage collectif ou des gestionnaires de réseaux de chaleur urbains.

Ces entreprises présentent une demande, pour le compte et au bénéfice des personnes physiques et doivent reverser les sommes perçues, au titre et pour le bénéfice de ces mêmes personnes physiques, à leurs clients visés aux articles 2 et 10 du décret n° 2022-514 du 9 avril 2022, au plus tard 30 jours après les avoirs reçues.

Dans la cadre de cette mesure, Dalkia a demandé à l'ASP pour ses clients un montant de 121 396 k€ qui a été rétrocédé sous forme d'avoirs aux clients venant en déduction des factures de consommation d'énergies.

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession, fusion de sociétés.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport en capital dans 2 sociétés pour permettre le financement de sociétés aux Emirats Arabes Unis ;
- Cession de notre filiale en Russie ;
- Fusion de notre filiale Dalkia Biogaz Belgique ;
- Liquidation d'une de nos filiales sans activité au Royaume-Uni (DK Energy UK) ;
- TUP de filiales Chalon Energies, SVD 67, Cenevia ;
- Création de 10 sociétés en France pour porter de nouveaux contrats.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit (Milliers d'euros) :

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	362.733	31.678 (1)		10	394.401
Imm. Corporelles	980.899	133.273 (2)		73.116	1.041.056
Imm. Financières	1.216.307	142.060 (3)		121.996 (3)	1.236.371
Total	2.559.939	307.011		195.122	2.671.828

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients.
- (3) La variation de l'année 2022 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 108,5 millions d'euros, l'apport en capital à deux filiales pour 23,5 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 92,2 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de cession d'un montant de 24,6 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	189.421	29.540	-	218.961
Immo. corporelles	464.690	53.270	11.097	506.863
Total	654.111	82.810	11.097	725.824

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire

habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations ; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2022 s'élève à 262 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'« économie d'énergie » conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2022 s'élève à 68.234 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF

2.1. Capital social

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• Du 31/12/2021 au 31/12/2022

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital	(1),(2)	130.257	12.139	104.614	37.782
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(2)	(128.918)		(128.918)	-
Résultat de l'exercice	(2)	59.374	(116.623)	59.374	(116.623)
Subventions d'invest. nettes	(3)	83.939	12.982	225	96.696
Provisions réglementées	(4)	46.230		5.493	40.737
Total		484.441	(91.502)	40.788	352.151

(1) Affectation d'un boni de fusion en capitaux propres**(2) Selon l'affectation de résultat 2021 et distribution du dividende :**

Les diminutions du poste justifient la distribution d'un montant de 35.070 K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 12.982 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 18.111 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 5.129 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire**2.3. Provisions**

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	46.230		5.493		40.737
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	46.230	-	5.493		40.737
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénérations (i)	1.497	596	-		2.093
- Sinistres (ii)	23.241	8.231	6.368		25.104
- Litiges et divers (iii)-(iv)	52.407	13.167	13.007	6.500	46.067
Total provisions pour risques	77.145	21.994	19.375	6.500	73.264
Provisions pour charges :					
- Dettes fiscales latentes	1.165	261			1.426
- Garantie totale(v)	15.623	5.250	3.090		17.783
- PRCI (vi)	71.091	10.862			81.953
Total provisions pour charges	87.879	16.373	3.090		101.162
TOTAL II	165.024	38.367	22.465	6.500	174.426
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	8.803		39		8.764
Immobilisations corporelles	564	443	62		945
Immobilisations financières	219.837	10.720	14.331		216.226
Stocks	2.009	-	1.995		14
Clients	5.176	715	321		5.570
Autres créances	80.457	104.351	2.290		182.518
TOTAL III	316.846	116.229	19.038		414.037
TOTAL GENERAL	528.100	154.596	46.996	6.500	629.200
Dotations et reprises					
- d'exploitation		16.306	7.707	6.500	
- financières		124.572	19.040		
- exceptionnelles		10.504	20.017	-	
Restructuration					
- Fusion / Tup		3.214	232		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	2.302
Autres immobilisations financières	28
Créances clients et comptes rattachés	646.349
Autres créances	42.335
Total	691.014
Charges à payer	
Emprunts et dettes financières divers	15.543
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	593.316
Dettes fiscales et sociales	170.107
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	18.708
Autres dettes	116.906
Total	914.580

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	749.346	100.264	649.082
Prêts	813	33	780
Autres immobilisations financières	5.349	-	5.349
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	2.787	2.787	
Créances clients et comptes rattachés	1.076.668	1.076.668	
Autres créances	1.481.345	1.481.345	
Sous-total	3.316.308	2.661.097	655.211
Charges constatées d'avance	32.602	32.299	303
Total des créances	3.348.910	2.693.396	655.514

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	28.155	21.796	2.129	4.230
Emprunts et dettes financières diverses	2.229.066	297.928	1.112.680	818.458
Avances et acomptes reçus sur commandes	40.088	40.088		
Fournisseurs et comptes rattachés	780.567	780.567		
Autres dettes	604.800	604.800		
Sous-total	3.682.676	1.745.179	1.114.809	822.688
Produits constatés d'avance	182.799	141.154	33.410	8.235
Total des dettes	3.865.475	1.886.333	1.148.219	830.923

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités**

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2022 - K€	31 12 2021 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	2 563 828	1 825 830	737 998
Ventes Travaux	582 875	521 036	61 839
Autres activités	129 983	123 075	6 908
Chiffres d'affaires Nets	3 276 686	2 469 941	806 745

Le chiffre d'affaires de la société est réalisé pour 99,9 % en France.

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2022
Charges exceptionnelles sur filiales cédées, liquidées et fusionnées	27.606
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	8.553
Provisions sur sinistres	8.231
Protocoles conclus en région Grand Est	850
Autres charges exceptionnelles	3.564
Total	48.804
Nature des produits	
Produits exceptionnels sur filiales cédées, liquidées et fusionnées	2.281
Reprise provisions pour garantie de passif	6.500
Reprise provisions sinistres	6.368
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	4.929
Indemnités perçues en région Grand Est	2.162
Autres produits exceptionnels	3.989
Total	31.722
Résultat exceptionnel (perte)	- 17.082

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2022			2021
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(99.519)	(351)	(99.870)	(8.678)
Résultat exceptionnel	(17.082)	-	(17.082)	68.013
Participation des salariés	-	-	-	-
Crédits d'impôt		329	329	39
Total	(116.601)	(22)	(116.623)	59.374

C – AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)

	2022	2021
Engagements donnés		
Garantie solidaire	730.647	314.749
Engagements retraite (1)	159.773	193.357
Paielements minimaux futurs sur contrats Location simple –Preneur	151.891	158.507
Avals et cautions donnés	129.248	121.461
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	225.057	150.353
Cautions de contre garantie	280.220	216.499
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	16.000	26.800
Paielements minimaux futurs sur contrats location financement	0	11
Autres	60.701	50.328
Total	1.753.537	1.232.065
Engagements reçus		
Lignes de crédit	250.000	150.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	6.250	19.828
Avals et cautions reçus des fournisseurs	15.289	21.520
Quotas de CO2 (2)	1.020	5.013
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	274 567	198.369

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 1,6 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2021-2025 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWh. Les quotas d'émission alloués au titre de 2022 se sont élevés à 11 846 tonnes.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques**2.1 Obligation de renouvellement**

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO2

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
90 512	136 919	53 833

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2022	2021
Valeur d'origine	211	3.507
Amortissements	207	3.489
Valeur résiduelle	4	18
Redevances versées	312	4.520
Redevances restant dues	0	11
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	0	
de 1 à moins de 5 ans	0	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2023 de 3.444 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2022

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2022	5.480		
Ecart de conversion Passif	5.087		
Différences temporaires sur Quote part filiales	2.770		
Total des charges déductibles sur 2022	13.337	25.82%	3.444

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Ventilation de l'effectif moyen

	2022	2021
Cadres	2.464	2.371
Agents de maîtrise	7.164	7.093
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	50	40
Ouvriers	488	536
Total	10.166	10.040

6. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.536 milliers d'euros pour l'exercice 2022.

7. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

8. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions, garanties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations									
					Brute	Nette															
En K EUROS ----- Société																					
<u>I- ENERGIE THERMIQUE</u>																					
GRAM	LE HAVRE	1 428	8 153	100%	33 632	33 632	0	0	189 839	155	2 500										
RESONOR	SAINT ANDRE	666	4 107	100%	16 342	0	27 493	0	35 345	1 174	0										
PERIN FRERES	SAINT ANDRE	2 825	-971	100%	14 856	6 896	0	0	4 459	628	0										
CYEL	COURBEVOIE	10 538	-22 994	100%	10 537	0	13 183	6 296	-6	11	0										
CIE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE CCI	GRENOBLE	5 000	39 538	42%	9 228	9 228	2	0	102 250	4 308	0	CLOTURE 30/06									
ELM	LYON	13 950	32 320	55%	7 673	7 673	0	0	73 396	-5 958	0										
SA DESCHAMPS LATHUS	CHASSENEUIL-DU-P	38	1 367	100%	7 585	7 585	0	0	10 719	38	3 575										
SONITHERM	Nice	12 240	-20 203	52%	6 398	6 256	4 048	3 460	427	24 854	0										
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	-1 182	100%	5 848	0	0	0	22 001	2 622	0										
R ENERGIE	SAINT ANDRE	5 337	6 032	100%	5 337	0	17 456	7 029	22 094	1 794	0										
CREIL ENERGIE	SAINT ANDRE	3 837	-3 609	100%	3 837	0	3 790	6 280	21 569	708	0										
SOMUSSY	GUYANCOURT	825	809	100%	3 257	1 629	0	0	4 616	722	438										
SOGETHA	GAP	220	200	100%	3 200	3 200	1 520	0	13 932	-222	296										
E.S.BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	10 474	49%	2 941	2 941	0	0	16 384	1 482	0										
SDCL	TOURS	240	243	100%	2 758	0	22 306	0	25 777	942	0										
SOMEC	COURBEVOIE	153	-11 726	100%	2 620	0	18 098	0	11 325	-2 101	0										
ES SERVICES	STRASBOURG	2 868	1 688	50%	2 326	2 326	0	0	62 432	2 811	0										
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	5 216	30%	2 273	2 273	0	0	8 717	462	263										
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					28 623	17 085	1 014 228	664 971			18 098										
<u>II- ENERGIE ELECTRIQUE</u>																					
COGESTAR 3	SAINT ANDRE	30	6 060	51%	25 812	25 812	17 173	0	247 004	2 593	1 756										
LAVERA ENERGIES	LYON	38	17 827	100%	11 214	11 214	0	38 707	216 926	16 942	0										
COGESTAR	SAINT ANDRE	74	10 441	30%	8 313	8 313	0	0	113 755	7 434	1 660										
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	344	100%	5 138	1 536	0	0	1 021	249	95										
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	2 272	99%	3 653	1 853	1 860	1 990	11 036	2 271	1 746										
DALKIA BIOGAZ		2 115	-33 557	100%	3 214	0	58 740	0	10 194	-9 159	0										
DALKIA ATLANTIQUE SERVICE	TOURS	1 500	-732	100%	3 135	0	0	0	3 345	16	0										
COGERI	PULNOY	38	1 412	100%	2 255	2 255	980	3 724	14 396	1 412	0										
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					359	335	5 421	4 466			1 375										
<u>III - ACTIVITES ANNEXES</u>																					
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	-3 014	100%	12 500	12 500	0	0	8 324	599	0										
GESPACE FRANCE	SAINT ANDRE	397	-14 829	100%	8 378	0	7 436	9 374	7 165	-3 696	0										
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	423	100%	3 020	3 020	0	0	800	297	0										
E2S	LYON	2 784	2 208	100%	2 689	2 689	0	0	41 721	1 839	1 653										
Dalkia EN	SAINT ANDRE	1 103	4 832	100%	2 608	2 608	22 536	0	82 307	3 216	1 614										
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 239	100%	2 439	5	2 865	0	0	-3	0										
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 052	4 277	5 061	780			3 046										
<u>IV - FILIALES DE SPECIALITE</u>																					
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRIERES-EN-ANJ	335	5 227	100%	20 601	20 601	27 188	0	211 282	1 179	2 957										
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-68 586	100%	15 065	0	72 467	14 300	65 785	-36 246	0										
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELIER	1 700	800	100%	5 320	5 320	2 611	0	24 842	420	0										
<u>VI- INTERNATIONAL</u>																					
DK ENERGY POLSKA	POLOGNE	22 154	41 940	100%	71 798	19 298	22 028	0	14 314	-1 824	0										
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	117 335	-37 997	50%	58 771	58 771	39 398	0	0	4 801	0										
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	1 255	49%	4 319	4 319	0	0	8 745	87	147										
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					2 404	1 329	5 834	0			502										
<u>VII- DIVERS</u>																					
DALKIA MIDDLE EAST HOLDING		23 000	-409	100%	23 000	23 000	0	0	0	-409	0										
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SAINT ANDRE	4 431	-20 253	100%	4 976	0	14 274	0	0	982	0										
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 559	5 356	78 196	0			325										
TOTAUX					480 883	315 135															

(1) y compris le résultat de l'exercice